- Le FMI et la Banque mondiale devraient faire preuve d'initiative et élaborer une approche multilatérale globale pour venir en aide aux pays dont la dette multilatérale et le ratio d'endettement atteignent des niveaux inquiétants, en s'attaquant au fardeau de leurs dettes par la mise en oeuvre souple des instruments existants et, si nécessaire, de nouveaux mécanismes.
- Il faudrait envisager une meilleure utilisation des ressources existantes du FMI et de la Banque mondiale examiner les mesures appropriées à prendre dans les banques multilatérales de développement.
- Le financement disponible à des conditions plus favorables ou assorti d'éléments de libéralité constituera un aspect important du règlement des problèmes d'endettement. Il conviendrait également d'envisager d'accroître la part de l'aide bilatérale publique consacrée aux pays les plus pauvres et d'améliorer les conditions de faveur qui accompagnent ce genre d'aide.

Diverses catastrophes et crises ont fait ressortir les lacunes de l'appareil institutionnel. Pour faciliter le règlement des crises, les institutions de Bretton Woods devraient mettre sur pied un nouveau processus de coordination, soutenu au besoin par les ressources existantes, pour faciliter la phase de redressement dans les pays qui sortent d'une crise économique ou politique, et collaborer plus efficacement avec les organismes des Nations unies et les pays donateurs.

Renforcer la régie et la gestion

Un certain nombre de mécanismes de régie importants du système international ont perdu de leur efficacité ces dernières années. Il apparaît à l'évidence qu'il faut repenser et réorienter plusieurs de ces mécanismes afin qu'ils jouent un rôle plus utile.

Deux options peuvent être envisagées pour revigorer le Comité intérimaire et le Comité du développement. La première pourrait consister à créer une nouvelle entité, investie d'un mandat plus vaste que celui de ces deux comités. Aux termes de cette option, ceux-ci pourraient être réunis pour former un seul comité conjoint du Fonds et de la Banque, qui s'occuperait essentiellement des questions de politique touchant le financement et le développement dans le monde.

La seconde pourrait être de transformer le Comité du développement en un comité directeur plus efficace, qui serait lié au Groupe de la Banque mondiale de la même façon que le Comité intérimaire est lié au FMI. Selon l'une et l'autre options, il pourrait être recommandé de limiter la présence des ministres aux assemblées annuelles. Ainsi, les réunions du printemps pourraient se tenir au niveau des hauts fonctionnaires.

Le temps est également venu, pour les institutions financières internationales, de mieux prioriser leurs activités. Plus précisément, celles-ci doivent s'attaquer au problème